

Le 11 novembre 1918, à 11 heures, les cloches de toutes les communes de France se mettent à sonner. Une foule en liesse (cf. à Vincennes) s'empare des rues pour célébrer la fin des combats.



Armistice de 1918

La fin de la guerre, vraiment?

La fin de la Grande Guerre commence au large de Mondros, sur le cuirassé britannique *Agamemnon*. C'est à son bord que se rencontrent les pléni-potentiaires ottomans et britanniques pour mettre fin aux combats sur le front d'Orient. Maltré les protesta-

Le 11 novembre 1918
signe officiellement
l'interruption

les Français, avant que les Druzes de la plaine de la Bekaa n'en fassent autant en 1925.

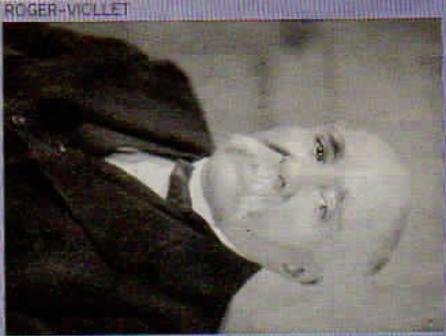
Une foule de questions se pose donc à l'historien et plus encore à la mémoire collective, qui a tentance à reconstruire le passé à l'anne du présent. Il est facile de reprendre les théories anachroniques d'un Charles de Gaulle - formulées durant la



Série 12/12

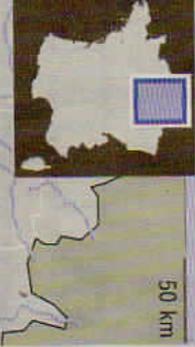
L'ÉTÉ
DU FIGARO
Il y a 100 ans
La Grande
Guerre

François Cochet



ROGER-VOLLET

GEORGES CLEMENCEAU
Figure du radical-socialisme, anticolonialiste, pourfendeur du colonialisme, président du Conseil de 1906 à 1909, il est de nouveau appelé, le 16 novembre 1917, à 76 ans, à former un gouvernement consacré à la poursuite de la guerre. Après avoir été « le Premier Flic de France », « le Tigre » ou « le Brisleur de grève », douze mois de politique de salut public lui font gagner un nouveau surnom : « le Père la Victoire »



50 km

Compiègne
Senlis
Reims
Paris

tions de Georges Clemenceau, les Français ont été soigneusement écartés des discussions, preuve évidente de la volonté britannique d'exercer un monopole sur le Proche-Orient dans les années d'après-guerre. Le 30 octobre, à 23 heures, l'armistice est signé. Dans les jours qui suivent, les troupes turques capitulent. Les répercussions sont considérables : le 3 novembre, les Austro-Hongrois signent à leur tour un armistice avec les Italiens... que ces derniers s'empressent de ne pas appliquer en s'emparant de Trente et d'Udine. Très clairement, ce sont donc les fronts dits « secondaires » qui montrent la voie de la fin de la guerre.

Comment réagissent les pouvoirs allemands à ces évolutions ? Le général Lindendorff démissionne le 22 octobre 1918. Il ne veut pas que les militaires allemands soient obligés d'assumer la défaite. En même temps, selon lui, le front occidental n'est pas étonné, même s'il craint une évolution rapide et défavorable. Le général Groener succède à Lindendorff au moment où les premières mutineries éclatent dans la flotte de haute mer de Kiel. Les marins apprécient peu l'idée d'une sortie officielle qui tiennne lieu de baroud d'honneur. Le 17 novembre, Guillaume II refuse toujours l'idée d'une abdication. Il faut attendre encore une semaine pour qu'il y soit contraint. Le Kronprinz ayant renoncé au trône, c'est un gouvernement provisoire qui se met en place, dirigé par le socialiste modéré Friedrich Ebert. La délégation allemande chargée de discuter les conditions de l'armistice est présente depuis le 8 novembre à Reims, dans l'ancienne voiture-restaurant de la Compagnie des wagons-lits, qui tient lieu de poste de commandement au général Foch. Elle a traversé les lignes alliées le 7 novembre vers 20 h 20, à La Capelle, avant de rencontrer le général Debeney et d'être conduite à Compiègne. La délégation allemande est présidée par Matthias Erzberger, député du Centre catholique, qui s'est adjoint le diplomate comte Oberndorff, ainsi que le général von Winterfeldt, ancien attaché militaire à Paris. A Reims, Erzberger tente de négocier. Foch et les personnalités militaires alliées (l'amiral britannique Hope, le général Weygand, l'amiral Wernys, le commandant Martrot de la Royal Navy, le général Deschêre) renissent et accordent simplement un délai de soixante-douze heures aux plénipotentiaires allemands, pour accepter ou non leurs conditions ou voir les combats reprendre. Le 11 novembre à 5 h 10 du matin, les Allemands signent. L'armistice doit entrer en vigueur à 11 heures du matin. Le 11 novembre à 10 h 50 le soldat Auguste Trebuchon est tué à Virgine-Meuse en portant la nouvelle de l'armistice aux lignes avancées. Il est réputé être le dernier mort français de la Grande Guerre.

La guerre est finie. Pourtant, les troupes allemandes ne se reconnaissent pas comme vaincues. Ebert, président du Conseil des commissaires du peuple, accueille les soldats sous la porte de Brandebourg en leur disant : « *Aucun ennemi ne vous a surpris.* » La seule réalité qui s'impose alors dans tous les pays en guerre est le soulagement. Quatre années de contraintes, de souffrances, de deuils et de privations s'achevent. Le soldat Albert Marquant, qui se trouve le 12 novembre à Vitry-le-François (Marne), décrit son sentiment face à la paix qui s'installe : « *Tous nous étions submergés d'une joie impossible à décrire. Et l'auto enguirlandée par les soins de quelques charmantes jeunes filles, nous sommes repartis dans un rayon de soleil qui avait bien voulu illuminer la ville à cette heure typique.* »

A New York comme à Paris ou à Picadilly Circus, à Londres, des foules en délire parcourent les rues du centre-ville. Le président du Conseil français, Georges Clemenceau, prend la parole, le 11 novembre à 16 heures, à la Chambre des députés. Il honore d'abord les morts de la guerre ainsi que l'Alsace-Lorraine. Puis il évoque les survivants en disant : « *Nous les attendons pour la grande œuvre de reconstruction sociale.* » A la même heure, à la Chambre des communes de Westminster, le premier ministre britannique Lloyd George cède à un espoir chimérique : « *Ainsi à 11 heures ce matin, a pris fin la guerre la plus cruelle et la plus terrible qui ait jamais affligé le genre humain. Puisse-t-on dire : "Ainsi, en ce matin fatidique, toutes les guerres ont pris fin."* » La mythologie de la der des ders prend son essor, largement relayée par ceux qui deviennent les anciens combattants.

des hostilités entre la France et l'Allemagne. Mais tout a-t-il été réglé à cette date ?

« Puisse-t-on dire : « Ainsi, en ce matin fatidique, toutes les guerres ont pris fin » »
LLOYD GEORGE, PREMIER MINISTRE BRITANNIQUE

Deuxième Guerre mondiale - avançant les thèmes de la « guerre de trente ans » : 1939 serait la conséquence inéluctable de 1919.

Fallait-il être plus dur ou pas avec les Allemands ? On sait que les Alliés se divisent rapidement, au cours des négociations mêmes du traité de Versailles, signé finalement en juin 1919. Les Anglo-Américains sont plutôt favorables à un adoucissement des conditions de paix à l'égard des Allemands, notamment en termes financiers. Les Français, les Belges et les Italiens constituent plutôt le clan des « durs », compte tenu des souffrances endurées et des dommages subis.

Fallait-il porter la guerre en Allemagne au lieu d'accepter l'armistice du 11 novembre ? On sait que les Alliés avaient programmé une vaste offensive pour le 14 novembre à partir de la Lorraine. Philippe Pétain en soutint le principe, le général Mangin et le président de la République, Raymond Poincaré, en furent de chauds partisans. En revanche ? Foch et Clemenceau se montrèrent assez réticents. Celui-là estimait que les pertes avaient été assez lourdes et qu'il convenait d'en éviter de supplémentaires. Il tenait, certes, à ce qu'un État-tampon rhéman puisse être créé entre la France et l'Allemagne - élément qui devait être refusé par les Alliés - mais pensait qu'il fallait en finir rapidement pour éviter encore des centaines de milliers de morts prévisibles. Il pensait également en termes géostratégiques. Au 11 novembre 1918, les troupes françaises représentaient encore 41 % du total des forces alliées, tandis que les Américains étaient déjà 31 %. Au rythme de leur arrivée, les Américains devaient représenter 40 % des troupes de l'alliance en 1919. Ainsi, plus la guerre durait, plus le poids militaire et politique des Français et des Anglais avait des risques de diminuer.

L'épreuve est finie, certes. Il reste aux sociétés qui retrouvent la paix à accepter l'incompréhensible. Pourquoi environ 10 millions de morts ? Pourquoi en France 1,5 million de tués et disparus, et 3,5 millions de blessés ? Pourquoi tant de jeunes gens sacristifiés ? Certains historiens ont tenté d'avancer une explication eschatologique chez les polius, que l'on ne retrouve pas si l'on prend la peine d'aller interroger les archives.

Il faut, dès lors, admettre que le plus grand souci des sociétés ayant connu la guerre consiste à la légitimer a posteriori, tout autant qu'elles en gèrent les conséquences. Jusqu'en 1932, l'État français consacra plus de la moitié de ses dépenses annuelles à payer les dettes de la guerre et à prendre en charge les pensions d'invalidité et de veuvage. En cela aussi, la Grande Guerre est modérnée dans la mesure où elle inaugure un interventionnisme d'État massif qui n'a jamais depuis quitté les sociétés occidentales et notamment la société française. ■

* Français Cochet est professeur des universités (Lorraine-Metz) et membre du Conseil scientifique national de la mission du centenaire.